

Frieder Otto Wolf¹

Critique du concept de croissance économique

Quelle croissance ou décroissance faut-il souhaiter ? Quels modèles théoriques pour une éco-croissance ? Rénover le keynésianisme revu et corrigé par les concepts de croissance soutenable ou plutôt penser le passage d'une croissance destructrice pour l'environnement à une croissance plus soutenable sur le modèle d'une économie en conversion ? L'analyse des différentiels de croissance entre Europe et États-Unis devrait conduire l'Europe à ne pas céder à la tentation d'imiter les politiques économiques américaines².

La « croissance économique » (en tant que telle) est un concept extrêmement répandu dans le domaine de l'économie politique, au point de figurer comme un objectif contraignant dans un certain nombre de textes constitutionnels et juridiques. Cela reste vrai même après les modifications adoptées sous la pression d'une conscience écologique grandissante, par exemple celles introduites dans l'article 2 du traité de l'Union Européenne, dans sa reformulation de Maastricht³. Certains écologistes, les Verts et le club de Rome ont popularisé l'idée alternative qu'une croissance économique indéfinie pose des problèmes structurels profonds, problèmes qui la rendent indésirable dans la situation actuelle, dans la mesure où, elle atteint ses limites et devient incompatible avec les conditions mêmes de survie de l'espèce humaine.

1 Freie Universität Berlin, Institut für Philosophie.

2 Cet article est une traduction de la contribution à la conférence des « Economistes Alternatifs Européens », Bruxelles, 1-3 Oct. 1999.

3 Dont l'article 2 débute par : « L'Union se donne pour objectifs de promouvoir le progrès économique et social ainsi qu'un niveau d'emploi élevé, et de parvenir à un développement équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une Union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformément aux dispositions du présent traité; » (NdT)

américain pour atteindre de « meilleures performances économiques ».

C'est de ces deux derniers aspects, qui, de mon point de vue, sont les plus pertinents pour les théories de l'économie politique, que je vais traiter ici. Ceci ne m'empêchant pas de donner ma position à propos des éléments plus généraux de la théorie économique mobilisés dans ces discussions.

La croissance comme accumulation matérielle et accumulation de valeur

Le concept de croissance économique ne peut être défini clairement sans référer à la notion de « valeur », c'est-à-dire à une notion plus profonde, impliquant la société dans son ensemble et non pas uniquement la sphère économique, et qui détermine de manière sous-jacente les relations de prix. Je mets l'accent ici sur l'aspect relationnel, car je crois qu'une compréhension adéquate de la notion de valeur doit la reconstruire comme une représentation de l'état existant des relations de classe, au sein d'une théorie critique de l'économie. Compte tenu toutefois de la

4 Cette confusion est due pour une large part à deux ensembles de faits historiques dont il va falloir évacuer les traces, par un travail ardu de révi-

Comme l'ont souligné de nombreux auteurs, la notion de « croissance économique » à laquelle il est fait référence dans ces textes reste relativement floue, tout comme l'est la question des limites de cette croissance. La question principale subsiste toutefois : y a-t-il un fond commun aux problèmes que ce concept permet de mettre en évidence ; comment pouvons-nous définir ces problèmes d'une manière plus réaliste ? Et comment pouvons-nous et devons-nous les aborder ?

Au sein des théories de l'économie politique, ce débat relativement large a évolué vers une discussion concernant la possibilité d'une version corrigée du Keynésianisme, désigné parfois sous le terme de « éco-Keynésianisme ». Plus concrètement, la différence entre les taux de croissance américain et européen a donné lieu à de nombreuses analyses autour de la question de l'adoption par la communauté européenne et ses États-membres de certains éléments du *policy mix*

américain pour atteindre de « meilleures performances économiques ».

C'est de ces deux derniers aspects, qui, de mon point de vue, sont les plus pertinents pour les théories de l'économie politique, que je vais traiter ici. Ceci ne m'empêchant pas de donner ma position à propos des éléments plus généraux de la théorie économique mobilisés dans ces discussions.

respectant les capacités de l'écosystème et des ressources de la planète. Les questions posées par Podolinsky (cf. Martinez Alier, Altvater) et par Immler sur les contributions respectives de l'énergie et de la nature en matière de valeur n'ont toujours pas reçu de réponse définitive ; bien qu'il apparaisse déjà clairement que ces deux approches souffrent d'une conception simpliste de la valeur comme une simple « propriété de biens », au lieu de l'envisager comme définie dans le cadre d'un « mode de production » social.

Pourtant, il est possible d'avoir un débat sensé sur le concept (proposé par l'école de Wuppertal) de découpler sur des périodes longues de l'ordre de 20 à 30 ans, la « croissance économique » de la consommation d'énergie et de matière première et de l'épuisement des capacités de l'écosystème à absorber des déchets⁵ (« la révolution de l'efficacité (*efficiency revolution*) »), donnant ainsi à l'accumulation capitaliste un temps de pause pour sa transformation « interne », dans les bornes de la domination du mode de production capitaliste, en un système moins dépendant des ressources matérielles (« la révolution du suffisant (*sufficiency revolution*) ») (cf. Weizsäcker)⁶. Même si un tel « éco-capitalisme » était possible comme nouveau modèle de développement, cela ne devrait pas occulter le fait qu'un tel modèle serait injuste et géopolitiquement destructeur pour les régions et les sociétés qui y seraient mises en valeur⁷ (cf. Altvater), c'est-à-dire nouvellement ouvertes en tant que sphères d'accumulation capitaliste.

L'Éco-Keynésianisme comme une abstraction a-historique

Les problèmes de l'éco-Keynésianisme ne portent pas sur ses modèles. Il est en effet possible d'imaginer qu'il existe un chemin de

sion théorique (le contraire d'une « amnésie révisionniste ») : d'une part, au fait que de nombreux marxistes en restent à une notion antédiluvienne de la valeur en tant que propriété réelle de biens ; d'autre part, au fait que les néo-classiques – au moins depuis l'échec du projet d'élaboration, au sein de leur paradigme, d'une fonction de bien-être social – tendent à remplacer une notion consécutive de la valeur, ancrée dans les relations sous-jacentes au sein de la société (comme c'est encore le cas dans l'économie politique des libéraux classiques depuis Locke jusqu'à Smith, ou chez les utilitaristes classiques de Bentham à J.S. Mill), par leur combinaison spécifique de la théorie de l'utilité et de la théorie des prix, ce qui confère une fonction entièrement différente, dans leur théorie, à ce qui reste de la notion de valeur.

5 « Senke » (Altvater) dénote, dans les termes du débat anglo-saxon qui a fait suite aux travaux de Georgescu-Roegen et Martinez Alier, les capacités naturelles de l'écosystème de recevoir ou de retraiter des déchets.

6 L'institut allemand de Wuppertal s'est fait le promoteur de la nécessité et de la possibilité de changer radicalement l'efficacité dans nos usages des ressources énergétiques et des matières premières. L'institut a notamment recensé plus de cinquante exemples concrets qui montrent que la productivité des ressources pourrait, dès aujourd'hui, être multipliée par quatre en ce qui concerne

■■■ l'habitat, les voitures, l'alimentation, les textiles, les équipements électriques, l'équipement de bureau et de nombreux procédés industriels (NdT).

■ «In-Wert-Setzung» – «mise-en-valeur» – est repris (par Altvater) de Marx qui discute les questions économiques spécifiques qui sont liées à la valorisation primitive d'une ressource naturelle vierge, pour discuter l'expérience historique de l'Amazonie.

«croissance sélective», encouragé par l'intervention étatique au travers des dépenses déficitaires, qui serait au moins compatible avec les nécessités immédiates du développement durable. Et l'approche théorique Keynésienne sous-jacente des cycles de reproduction de l'économie est une réussite théorique qu'il ne faut pas rejeter au profit de l'approche néo-classique simpliste qui imprègne, paradoxalement, même l'économie politique de bien des marxistes «orthodoxes» (ou «marxistes-léninistes»). De même, parmi les Keynésiens éclairés, y compris les éco-

Keynésiens, il est communément admis que l'avertissement fondé de Keynes contre les politiques d'austérité à la Brüning ne justifie en rien des mesures allant dans des directions opposées. En fait, plus personne aujourd'hui ne défend la possibilité d'atteindre des objectifs tels que ceux de la loi de stabilité de Karl Schiller («le rectangle magique») avec les instruments de la politique économique Keynésienne des années 60 et 70, en raison, par exemple, de l'impact négatif de taux d'intérêts élevés sur le processus d'accumulation lui-même. Avec la dissolution du modèle Fordiste dans les sociétés occidentales de l'après-guerre, l'instrument classique des politiques keynésiennes, à savoir la stimulation de la demande de masse, a perdu en efficacité. Il faut donc se tourner vers d'autres moyens pour transformer la richesse croissante de nos sociétés en une demande réelle pour les biens et services qui peuvent constituer un modèle de consommation soutenable, par exemple en diminuant le prix réel de ces biens écologiquement et socialement désirables. Dans une telle perspective, ce n'est pas tant le déficit budgétaire que les revenus de l'État (et de la collectivité) qui semblent jouer un rôle central.

En résumé, les faiblesses du modèle éco-Keynésien proviennent de l'écart infranchissable entre les *modèles d'accumulation* supposés et existants; ainsi qu'entre les *régimes d'accumulation* supposés et existants. En d'autres termes, les éco-Keynésiens d'une part sous-estiment, grandement, les rigidités économiques (telles que le capital fixe, «C» dans les termes de Marx) du système de production matériel, qui repose sur la disponibilité d'énergie et de matières premières bon marché et sur l'absence de préoccupation quant aux capacités naturelles d'absorption des déchets⁵, et d'autre part, ils sont peu attentifs à la question des corps constitués et des instruments. Ainsi, la combinaison typique d'un

monde des affaires puissant (*Big Business*), de syndicats influents («Big Labour»), et d'un État puissant (*Big State*), illustrée par exemple par le complexe militaro-industriel exerçant une hégémonie globale, n'est pas seulement *de facto* réticente à mettre en œuvre une politique éco-Keynésienne; mais elle en est *structurellement* incapable, parce qu'une telle politique entraînerait sa propre disparition: Seule une croissance exponentielle de la valorisation est capable de donner le « jeu » nécessaire à une telle coalition pour trouver des équilibres de compromis toujours renouvelés. Les difficultés de découplage total de la croissance matérielle (*input, output, throughput*) de la production sociale globale ne laissent pas entrevoir la perspective d'une telle croissance découplée du développement. En outre, la décentralisation et la responsabilisation menacent déjà en tant que telles les formes politiques qui sont représentées par ces grands sujets «fordistes». De plus, ce processus est autodestructeur à long terme: en «externalisant» une bonne partie de ses coûts vers des processus formellement extra économiques d'échange matériel (*Stoffwechsel*) des humains avec les écosystèmes (et de l'économie formelle avec les économies informelles), il crée un potentiel grandissant de réactions plus ou moins destructrices, dont les chocs en retour pourraient annuler toute accumulation réelle⁸. Par ailleurs, les outils fiscaux ou administratifs par lesquels s'exprimaient les interventions de l'État dans une approche Keynésienne classique, tels que politiques de soutien de la demande ou subventions aux grandes entreprises, ne sont plus adaptés non plus, pour partie à cause des effets indésirables cumulés de leur mise en œuvre passée, pour partie en raison des changements structurels intervenus durant les vingt dernières années sous le triple impact du développement des nouvelles technologies (notamment dans les domaines de l'information et de la communication, de la mise en place de nouvelles techniques de management: «dégraissage» des effectifs, règne de la «valeur pour l'actionnaire») et des politiques gouvernementales néo-libérales ou de stimulation de l'offre renforcées par le rôle croissant accordé aux marchés financiers internationaux et de leurs nouveaux acteurs privés, en particulier les fonds de pension.

L'éco-Keynésianisme est donc confronté au paradoxe générique de politiques réformistes au sein du système capitalisme, en cela que, pour être efficace, il doit mettre en mouvement des forces politiques d'une puissance comparable à celle d'une véritable révolution, sans en vouloir réaliser une. Comment donc mobiliser la force politique suffisante pour implémenter une

⁸ Même s'ils n'arrivent pas à en détruire la base matérielle élémentaire: l'existence du genre humain.

politique éco-keynesienne? C'est donc profondément irréaliste – au moins à partir du moment, où des parties bénévoles et éclairées d'élites dominantes ne le voient plus comme la seule alternative faisable à une révolution effective imminente. En outre, l'éco-Keynésianisme se construit intellectuellement dans un vide historique, s'abstrayant de la situation de départ réelle qu'il doit affronter⁹, et de la constellation des agents à prendre en compte, et des instruments qu'il devrait commencer à utiliser. Pour l'instant du moins, je ne vois pas comment les tenants de l'éco-Keynésianisme pourraient le faire évoluer de manière à prendre en compte les situations concrètes que nous devons tous affronter.

Je pense, néanmoins, qu'il existe une alternative émergente qui évite ces faiblesses de l'éco-Keynésianisme. Cette alternative peut être développée sur la base d'une conversion écologique de l'économie. Comme dans tout processus de conversion – et nous disposons de conceptions théoriques très élaborées portant sur la reconversion d'économies de guerre en économies de paix – il nous faut, en matière de croissance, différencier trois types de dimensions du processus économique transversales aux objectifs traditionnels de la politique économique (croissance de la valeur, emploi, équilibre commercial, stabilité monétaire):

9 L'idée, qui est relativement centrale chez les plus distingués des éco-Keynésiens, que l'État (ou la collectivité) devrait éviter les «trappes à intérêt» (interest trap) en empruntant, d'une certaine manière, sans intérêt (par exemple en finançant les dépenses budgétaires directement auprès des banques centrales) est juste une manière, plus raffinée, de tourner autour du pot. Celui qui peut obtenir de tels prêts est aussi capable d'imposer des taxes, ce qui est une manière de générer des ressources publiques bien moins problématique que ne l'est l'idée d'emprunt à taux nul dans une société monétaire (rappelons que je ne parle pas ici de mesures d'urgence, mais de stratégies systématiques d'économie politique).

celles qui doivent décroître (*Abbau/Rückbau*), celles qui doivent croître (*Aufbau*), et celles qui doivent rester stables (*Kreislaufwirtschaft*).

Il a été noté que, dans l'économie domestique pré-moderne aristotélicienne, toute tentative d'établir une mesure moyenne commune entre, par exemple, les stocks pour l'hiver et la formation d'esclaves à un nouveau métier, n'aurait aucune signification économique, sociale, culturelle ou politique. De même, dans une économie en conversion, additionner la valeur créée dans les trois différentes dimensions mentionnées (à décroissance, à croissance, à stabilité souhaitables) pour apprécier la mise en œuvre et le succès des politiques est absurde tant politiquement qu'économiquement. La croissance économique est dans deux cas franchement indésirable: dans la première dimension, elle est directement contre-productive; dans la troisième elle constitue au

minimum une nuisance. Au contraire, dans la seconde, elle doit être activement recherchée. Toute description, évaluation ou mise en œuvre d'une politique économique fondée sur la notion de conversion ne peut être formulée qu'en prenant soin de d'abord distinguer ces trois dimensions et de mesurer et d'énoncer les résultats obtenus dans chacune d'entre elle. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible d'avoir un débat sensé sur les proportions¹⁰ respectives de chacune de ces dimensions, et sur les moyens, finalement, d'améliorer ce rapport¹¹.

S'il est vrai, ce qui semble évident ou acquis, que nos sociétés ne présentent pas de modèles de développement durable, il s'en suit qu'il faut tous les inscrire dans le registre des économies à conversion : conversion vers un modèle de développement «soutenable».

L'Union Européenne et les USA : pas un modèle mais un défi sur le territoire de l'OTAN

La discussion concernant la possibilité ou la nécessité pour l'union Européenne et ses États membres d'imiter le modèle, plus performant des récentes politiques économiques américaines est profondément biaisée, et ce pour au moins trois raisons. Premièrement, elle ne tient pas compte de forme de la relation transatlantique, qui lie l'union Européenne aux États-Unis selon un rapport de hiérarchie et de subordination (même si nous ne suivons pas complètement la thèse de Gowan décrivant l'émergence d'un OTAN land, gouverné depuis Washington). Deuxièmement, elle ne prend pas en compte les effets économiques internes de l'hégémonie des US, qui va bien au-delà de la rente de situation induite par la force du dollar et par la domination de Wall Street sur les autres marchés financiers internationaux. Troisièmement, elle n'intègre pas les différences dans les rapports sociaux entre d'un côté les USA, avec une segmentation en communautés ethniques au sein d'une même nation et un faible niveau relatif de protection sociale (ainsi que l'absence de syndicats, et plus encore, de démocratie sociale); et de l'autre, une Europe dont l'intégration nationale reste très liée au développement extensif de la protection sociale (dans sa version sociale-démocrate ou dans sa version démocrate-chrétienne).

La communauté européenne reste un terrain possible pour proposer des alternatives politiques à son état présent de relative stagna-

¹⁰ «Proportion» ici doit être entendu dans son ancien usage philosophique, où il renvoie à une relation de comparaison et ne se réduit pas à la simple expression arithmétique d'une fraction.

¹¹ Je ne suis pas certain qu'il soit réellement possible de parler de l'optimisation de ces proportions, dans la mesure où elles ne peuvent pas, de mon point de vue, être réduites à une mesure commune.

12 Au sein de l'OMC, ceci devrait prendre la forme d'un rejet des règles iniques (par exemple, celles qui concernent l'appropriation privée de biens communs par le biais d'une définition viciée de la propriété intellectuelle, qui permet de déposséder les habitants de la forêt primaire ou les petits paysans du Sud des produits potentiels de la biodiversité de leur environnement, au bénéfice d'une poignée d'entreprises de biotechnologie); et d'un combat des règles du type «le plus fort décide», qui se traduisent par la domination incontestée des USA lorsqu'il s'agit de faire appliquer une concurrence équitable. Dans les domaines de l'architecture financière internationale et de la supervision des institutions bancaires, cela signifierait de réintroduire des règles contraignantes allant bien au-delà des mesures de prudence appliquées en interne par les principaux agents économiques.

13 Ce qui impliquerait de porter toutes les questions importantes de régulation transnationale pouvant avoir un impact global devant une ONU profondément réformée, radicalement démocratisée, et ouverte aux mouvements d'émancipation et à la société civile.

tion. Elle ne devrait pas, toutefois, essayer d'imiter le modèle américain, mais plutôt y voir un défi à relever. En d'autres termes, une stratégie alternative pour l'Europe devra, pour être praticable, éviter de tomber dans le piège de l'imitation.

La stratégie d'Iznogood n'est vraiment pas la bonne : si l'Europe continue de proclamer, au moins les dimanches, et quand l'administration américaine n'est pas visiblement présente, «Je veux être Calife à la place du Calife», tout ceci restera un babillage enfantin. L'Europe devrait au contraire affirmer quelque chose comme «le règne de la loi, plutôt que l'autocratie»¹² (si «le pouvoir au peuple»¹³ sonne trop indécentement radical). Voilà quelque chose qui pourrait être réellement dommageable à l'hégémonie américaine : parce qu'un consensus politique pourrait se créer autour de l'Union Européenne, que les USA auraient alors une grande difficulté à ignorer sur le long terme. À l'inverse, une stratégie visant à conquérir pour l'Union Européenne la position actuelle des États-Unis ne pourrait qu'engendrer une méfiance et une résistance généralisées –au point que bien des peuples et des États non européens pourraient fort bien préférer «un mal connu à un bien qui reste à connaître».

Appliqué à la question de la croissance, ceci signifie, je pense, que l'Union Européenne devrait commencer à systématiquement utiliser des indicateurs alternatifs pour mesurer la qualité de son développement économique, comme par exemple l'indicateur de développement du PNUD, qui n'est pas simplement un

instrument pour les pays dits «en voie de développement». La situation nouvelle, créée par la monnaie unique, devrait être exploitée stratégiquement, non pas pour concurrencer les USA dans une course à la domination monétaire, mais plutôt pour offrir une ancre de stabilisation et de coopération monétaire à ceux qui en ont vraiment besoin¹⁴; ce qui permettrait, dans le même temps, de limiter la capacité américaine à

interférer, par ses politiques économiques, avec le développement interne et endogène de la zone Euro.

On peut en dire autant de la situation centrale des USA sur les marchés financiers internationaux: il n'est pas dans l'intérêt des Européens d'essayer de remplacer Wall Street par Londres ou Francfort. Bien au contraire, la communauté européenne et ses membres devraient plutôt être les protagonistes d'une régulation réaliste des marchés financiers globalisés dans le but de dégonfler en douceur la bulle spéculative actuelle, avant qu'elle n'explode de façon incontrôlable.

Parler de la croissance¹⁵ exige toutefois de procéder avec précaution: la croissance économique est nécessairement « anti-écologique » si elle n'est pas en même temps accompagnée par une définition claire de ses propres limites. La première étape est donc une étape de différenciation qualitative, qui distingue les domaines pour lesquelles aucune mise-en-valeur⁷ et partant, aucune croissance, n'est acceptable (par exemple l'Antarctique, ou les profondeurs maritimes) des secteurs qui peuvent être ouverts seulement partiellement à la valorisation, et dans lesquels seule une croissance limitée serait permise, et enfin, des secteurs pour lesquels, sous certaines conditions, une valorisation est possible, permettant une croissance illimitée, voire exponentielle. Il sera du ressort de l'Union Européenne de remettre à l'ordre du jour la question des ressources globales communes et d'imposer des limitations réelles à l'appropriation privée du *patrimoine commun de l'humanité*.

Enfin, il est dans l'intérêt bien compris de la Communauté Européenne et de ses États membres d'agir de manière cohérente sur la question de la diversité culturelle, en opposition à la domination anglo-américaine de fait dans le

14 Il faudrait tirer les leçons d'expériences telles que la politique monétaire transnationale au sein de la zone du Franc CFA en Afrique de l'Ouest, ou encore du système monétaire Européen (I et II), dans le but de créer des instruments de stabilisation monétaire utilisables dans les relations de l'UE avec les pays de l'Europe de l'Est, du pourtour méditerranéen, et de la CEI. De tels instruments n'imposeraient pas des ajustements structurels injustifiés à ces économies du fait de rigidités monétaires; et préserveraient également leurs monnaies de la volatilité induite par la spéculation internationale. Que ceci ne puisse faire disparaître les hiérarchies existantes entre monnaies et économies ne doit pas nous conduire à disqualifier pour autant ce type d'instruments monétaires transnationaux; en fait ils pourraient s'avérer décisifs pour donner à certain pays des marges de manœuvre suffisantes pour leur permettre de choisir eux-mêmes les modalités d'une croissance sélective.

15 Ceci reste vrai même pour des conceptions profondément révisées et corrigées de la croissance économique, y compris de formes de croissance fondées sur de nouveaux indicateurs: si elles ne sont pas accompagnées d'une définition claire et réalisable des limites à la croissance, elles continueront de poser un réel problème dans une perspective écologique.

16 Comme les Français semblent parfois le faire de manière isolée sur cette question. – Cette discussion sur la diversité ne suffit en rien à plaider pour un «nouveau protectionnisme» à motivations écologiques et démocratiques (Colin Hines). La question de la réduction de l'interdépendance entre économies est certainement une question qui mérite une discussion sérieuse ; la question de la bonne régulation des marchés internationaux et des processus économiques (ainsi, la planification des stratégies d'entreprises globalisées) en est une autre ; mais la question du renforcement soudain des nationalismes économiques parmi des États Nations engagés dans une féroce compétition marchande, par une justification systématique des pratiques protectionnistes, n'en est certainement pas une.

17 Ceci appelle de nouvelles formes d'actions publiques (mais pas l'émergence d'une nouvelle bureaucratie), comme des bornes d'accès publiques, des espaces de stockage de données, des garanties publiques pour une conception dynamisée du service universel qui ne se limite pas à la seule téléphonie conventionnelle, un encouragement public des « bonnes pratiques » sur le réseau : logiciels libres, obligation de transparence et le respect de la vie privée, ainsi qu'un soutien public aux formes socialement utiles du « hacking ».

domaine de la production audiovisuelle mondiale. Cela n'implique pas nécessairement de verser dans le protectionnisme¹⁶, mais plutôt de s'engager en faveur de la diversité des expressions culturelles dans une époque de pratique de communication et d'information mondialisées. C'est sans doute l'un des principaux terrains où une création de valeur moins matérielle est possible, une nouvelle sphère d'accumulation de valeur n'impliquant pas pour autant une consommation accrue d'énergie, de matière première et un épuisement accéléré des capacités naturelles d'absorption des déchets.

Dans la mesure où cela n'arrivera certainement pas tout seul, ni comme un effet secondaire des stratégies d'accumulation individuelles d'une poignée d'acteurs globaux, la préparation d'une transition écologique et solidaire vers la société de l'information devrait être l'une des grandes priorités d'une stratégie économique alternative. Puisque toute stratégie économique alternative, pour être efficace, présuppose dans nos sociétés une mobilisation démocratique renouvelée, nous devrions intimement lier ces objectifs à l'exigence, politiquement stratégique, d'offrir à tous les citoyens (et pas seulement aux entreprises) un terrain de jeu démocratique et équitable en matière de nouvelles technologies de la communication, en évitant que ne se creuse l'écart entre les nantis de l'information et ses exclus.¹⁷

Traduction François Yvon.